



PRESTATIONS DE TRANSPORTS SANITAIRES DES PATIENTS POUR LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DU LOIRET

AO / CCAP 2025-02

Appel d'offres ouvert

Article L 2124-2 et R 2124-2.1° du CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ	3
Alinéa 1.1 - Objet du marché	3
Alinéa 1.2 - Allotissement.....	3
Alinéa 1.3 - Forme du marché	3
ARTICLE 2 - PARTIES EN PRÉSENCE	4
Alinéa 2.1 - Autorité contractante	4
Alinéa 2.2 - Titulaire du marché	4
Alinéa 2.3 - Comptable assignataire.....	4
ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	4
Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché.....	4
Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché	4
Alinéa 3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché.....	5
ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ	5
ARTICLE 6 - PÉNALITÉS.....	6
Alinéa 6.1 Pénalités	6
Alinéa 6.2 Indemnisation du titulaire.....	6
Alinéa 6.3 Exécution aux frais et risques.....	6
ARTICLE 7 - SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	6
Alinéa 7.1 – Relevé mensuel	6
Alinéa 7.2 – Comité de suivi	7
ARTICLE 8 - RÉSILIATION DU MARCHÉ	7
Alinéa 8.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général	7
Alinéa 8.2 - Résiliation du fait du Titulaire	7
Alinéa 8.3 - Résiliation pour faute du Titulaire	7
Alinéa 8.4 - Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire.....	7
ARTICLE 9 - MODALITÉS DE REGLEMENT DU MARCHÉ	7
Alinéa 9.1 - Avance	7
Alinéa 9.2 - Retenue de garantie.....	7
Alinéa 9.3 - Modalités de paiement	8
Alinéa 9.4 - Nantissement	9
ARTICLE 10 - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	9
ARTICLE 11 – DÉROGATION AU CCAG/FCS.....	9

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Alinéa 1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet d'assurer les **transferts en ambulance ou en TAP (transports assis professionnalisés)** de jour de patients hospitalisés dont le transport a été prescrit par l'un des établissements constituant le GHT 45, suivant les dispositions de l'article 80 de la Loi de financement de la Sécurité Sociale.

Seuls les transports mentionnés à l'article 2 du CCTP sont visés par le présent marché.

Alinéa 1.2 - Allotissement

Transports sanitaires en Ambulance à la charge de :		Montant HT annuel maximum
1	Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans	700 000
2	Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise d'Amilly	400 000
3	Centre Hospitalier de Pithiviers	300 000
4	Hôpital de Sully sur Loire	150 000
5	Centre Hospitalier de Beaugency	100 000
6	Centre Hospitalier de Gien et le Site Jeanne d'Arc	300 000
7	L'EPSM Georges Daumézou de Fleury-les-Aubrais	150 000
Transports assis professionnalisés (TAP) à la charge de :		
8	Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans	80 000
9	Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise d'Amilly	50 000
10	Centre Hospitalier de Pithiviers	40 000
11	Hôpital de Sully sur Loire	30 000
12	Centre Hospitalier de Beaugency	20 000
13	Centre Hospitalier de Gien et le Site Jeanne d'Arc	40 000
14	L'EPSM Georges Daumézou de Fleury-les-Aubrais	30 000

Alinéa 1.3 - Forme du marché

Pour les 14 lots, il s'agit d'un accord cadre à bons de commande conclu en mono titularisation, avec maximum par lot indiqué ci-dessus à l'article 1.2, en application des articles L 2125-1 et R 2162-1 à R2162-14 du Code De La Commande Publique.

Chaque lot est attribué séparément.

ARTICLE 2 - PARTIES EN PRÉSENCE

Alinéa 2.1 - Autorité contractante

Le marché est signé par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans ou par son représentant légal au nom du GHT 45. Dans l'exécution du marché, il est représenté par le Directeur des Achats du GHT 45.

Alinéa 2.2 - Titulaire du marché

Le titulaire du marché est la société qui conclut le marché avec le GHT 45 représenté par le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans.

Alinéa 2.3 - Comptable assignataire

Voir **annexe 1 du CCAP**.

ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Alinéa 3.1 - Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement souscrit par le Titulaire et ses annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicable aux marchés publics de fournitures Courantes et de Services (arrêté du 30 mars 2021) sauf stipulations contraires au présent Cahier des Clauses Particulières ;
- Les bordereaux de prix ;
- La fiche de renseignement du candidat.

Les modalités propres au Titulaire qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, conditions générales de ventes entre autres et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP, CCTP et CCAG/FCS) ne s'appliqueront pas au présent marché.

Alinéa 3.2 - Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché

Après sa conclusion, le marché pourra être modifié conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Modification prévue à l'Article 5 du présent CCAP.

Lorsque 90 % du maximum du présent lot de l'accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe le/les titulaires. Dans un délai de 30 jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum du lot de l'accord-cadre dans la limite de 20 % du maximum initial.

En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre, l'acheteur transmet au(x) titulaire(s) un projet d'avenant pour signature. Le maximum modifié du lot n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au(x) titulaire(s).

Alinéa 3.3 - Pièces à délivrer au Titulaire du marché

Le marché est établi en un seul original conservé par l'administration qui fait parvenir un exemplaire unique copie de l'acte d'engagement, par lettre recommandée avec accusé de réception, au Titulaire du marché.

Le marché n'est définitif et n'engage le GHT 45 qu'à compter de la date de réception de la notification par le Titulaire du marché.

ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prendra effet à compter du 1^{er} mars 2025, ou sa date de notification si postérieure, pour une durée **1 an reconductible tacitement 3 fois**.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant prendra la décision de ne pas reconduire le marché par lettre recommandée avec accusé de réception 2 mois avant la date anniversaire du marché.

La durée totale du marché, périodes de reconduction incluses, ne peut excéder 4 ans.

En application de l'article R 2112-4 du Code De La Commande Publique le Titulaire ne pourra refuser la reconduction du marché.

ARTICLE 5 - PRIX DU MARCHÉ

Les remises applicables sont celles définies dans **le bordereau de prix du candidat**.

A ces tarifs s'ajoute le montant d'un éventuel péage d'autoroute. Ces derniers doivent apparaître sur les factures avec la TVA en vigueur (actuellement 20%).

Seul le tarif ministériel en vigueur au moment de l'exécution des transports sera accepté (Actuellement l'Avenant 11 du 6 mai 2023, <https://www.ameli.fr/loiret/transporteur-sanitaire/textes-reference/convention-nationale/avenants>).

En cas de modifications des tarifs fixés par décrets ministériels, ceux-ci prendront effet à la date d'application dudit arrêté constatant les hausses ou les baisses de tarification de référence.

Pour les établissements sans logiciel de gestion des transports, nous conseillons de créer un tableur Excel avec les principales destinations.

Les courses d'approches en TAP ne sont pas facturables dans le cadre de l'article 80.

ARTICLE 6 - PÉNALITÉS

Alinéa 6.1 Pénalités

En cas de retards constatés supérieurs aux engagements définis à l'article 5.3 du CCTP et sous réserve du respect par l'établissement des engagements définis au même article, une pénalité de 100€ forfaitaire à partir de 30 minutes de retard pourra être notifiée par l'établissement.

Passé l'heure de retard, et sans motif justifié, le transport sera jugé comme non-réalisé et fera l'objet de la pénalité suivante.

Le titulaire du marché encourt une pénalité forfaitaire de 200€ HT dans les cas suivants :

- Non réalisation d'un transport par le titulaire ou un tiers ;
- Non-respect des règles d'hygiène (article 6.1 du CCTP) ;
- Manquement grave aux règles professionnelles (article 6.3 du CCTP).

Ces retards seront constatés par rapport aux heures ciblées par le coordonnateur des transports du GHT pour la prise en charge du patient et la dépose au point d'arrivée et indiquées au transporteur lors de l'initialisation du transport.

Alinéa 6.2 Indemnisation du titulaire

De même, s'agissant de l'établissement, en cas d'annulation d'une demande de transport 30 minutes avant celle prévue pour la prise en charge, le titulaire peut réclamer une indemnité maximale de 50 % du forfait de prise en charge ;

Si l'établissement prévient moins de 10 minutes avant l'heure prévue de prise en charge ou ne le prévient qu'une fois que celui-ci s'est déplacé : le titulaire peut réclamer l'indemnité maximale de 100 % du forfait de prise en charge.

L'annulation du transport sera immédiatement régularisée à travers une annulation du bon de commande.

Alinéa 6.3 Exécution aux frais et risques

Lorsque le titulaire prévient l'établissement de son incapacité à réaliser la prestation de transport, ce dernier peut faire appel à un tiers aux frais et risques du titulaire du marché, sous réserve du respect des conditions et obligations inhérentes au présent marché.

ARTICLE 7 - SUIVI DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Alinéa 7.1 – Relevé mensuel

Afin de permettre à l'administration un contrôle de l'activité, le titulaire doit **impérativement** établir pendant toute la durée du marché, dans les cinq jours ouvrables qui suivent la fin du mois précédent, **un relevé mensuel des transports effectués par ses soins dans le cadre de l'article 80.**

Toute facture non-accompagnée d'un tableau de relevé mensuel pourra être rejeté dans l'attente de celui-ci.

Alinéa 7.2 – Comité de suivi

Un comité de suivi pourra être mis en place mensuellement ou trimestriellement suite à la notification du marché afin d'en ressortir les problématiques rencontrées.

ARTICLE 8 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Alinéa 8.1 - Résiliation du marché pour motif d'intérêt général

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur peut mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général conformément aux articles 29 et 33 du CCAG/FCS.

Alinéa 8.2 - Résiliation du fait du Titulaire

La résiliation du marché peut intervenir dans les conditions prévues aux articles 30 et 31 du CCAG/FCS.

Dans le cas de résiliation pour événements extérieurs au marché, la résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Alinéa 8.3 - Résiliation pour faute du Titulaire

L'administration peut résilier le marché pour faute du Titulaire selon les modalités et dans les cas énumérés à l'article 32 du C.C.A.G./F.C.S.

Alinéa 8.4 - Exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire

L'administration peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du Titulaire conformément à l'article 36 du CCAG/FCS.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE REGLEMENT DU MARCHÉ

Alinéa 9.1 - Avance

Le présent marché prenant la forme d'un marché à bons de commandes et les conditions requises par l'article 110 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics n'étant pas susceptibles d'être réunies lors de l'émission des bons de commandes, il ne sera versé aucune avance au titulaire.

Alinéa 9.2 - Retenue de garantie

Sans objet.

Alinéa 9.3 - Modalités de paiement

9.3.1 - Etablissement des factures

Une facturation mensuelle en fin de mois sera appréciée afin de réduire le nombre et le délai de traitement.

Pour rappel, les péages doivent apparaître sur les factures avec la TVA en vigueur.

Conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 toutes les factures entre le Centre Hospitalier Universitaire d'Orléans et ses fournisseurs seront dématérialisées.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Voir **annexe facturation du présent CCAP**.

Toutefois, compte-tenu du volume conséquent de facture de ces futurs marchés engendrent pour plusieurs établissements, l'envoi des factures pourra se faire par courrier et jointes au tableau récapitulatif demandé à l'article 7.1 ci-dessus.

9.3.2 - Délai de paiement

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait, sur présentation de la facture et de tous les justificatifs de transport, dans un délai maximum de **50 jours** à compter de la date de réception de ceux-ci.

Le CHU d'Orléans, optimisera au maximum ce délai, et s'engage dans la majorité des cas à respecter un délai compris entre 20 et 25 jours.

Afin d'éviter des retards de mandatement, le Titulaire du marché s'engage à notifier au Pouvoir adjudicateur tout changement survenant au cours de l'exécution du marché affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter,
- La forme de l'entreprise,
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- Son adresse postale ou celle de son siège social,
- La cession d'une ou de différentes activités,
- L'acquisition d'une nouvelle activité,
- Son adresse bancaire, ...

Le paiement des factures sera suspendu tant que l'administration ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'une modification du marché éventuel.

9.3.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai précité donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de huit points conformément à l'article R. 2192-31 du Code De La Commande Publique.

Alinéa 9.4 - Nantissement

Le marché peut être mis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R 2191-45 et suivants du Code De La Commande Publique.

Si le Titulaire du marché souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande à l'administration. Cette demande devra être accompagnée de l'exemplaire unique de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée. L'acte d'engagement complété sera retourné au Titulaire du marché par lettre recommandée.

ARTICLE 10 - DIFFÉRENDS ET LITIGES

En cas de différend entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable à leur différend.

Si aucune solution n'est trouvée et entérinée par un accord écrit et signé par les représentants des deux parties ou si une réunion de discussion n'a pu être organisée, la procédure amiable sera considérée comme terminée et le différend sera soumis à la compétence du Tribunal Administratif d'Orléans.

Pour tout renseignement concernant l'introduction d'un recours, il appartiendra au Titulaire du marché de contacter le greffe du Tribunal Administratif d'Orléans :

28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex
Téléphone : 02.38.77.59.00
Télécopie : 02.38.53.85.16
Courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

ARTICLE 11 – DÉROGATION AU CCAG/FCS

Il est dérogé au CCAG/FCS pour les articles suivants :

CCAP	CCAG/FCS
3.1	4.1